

Faire apparaître le plus fortement possible une gauche anticapitaliste dans cette campagne, c'est contribuer à refuser les dérives antidémocratiques. Plus le résultat de Jean-Luc Mélenchon sera élevé, mieux ce sera. Créons des Assemblées citoyennes partout pour que la parole d'en bas se fasse entendre, pour que nos exigences s'imposent aux candidats, puis aux élus. Nous agissons pour que les forces du capital soient enfin confrontées à un vrai front, multiforme, de la transformation sociale et écologique.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), janvier 2012

Photographie : manifestation lors de la grève générale du 2 novembre 2011, dans le cadre du mouvement « Occupy Oakland » (USA) - Auteur : Brian Sims

Ne pas subir leur dette !

Rarement le capitalisme aura montré de façon si caricaturale sa nocivité pour la grande majorité. Tout un système, organisé par et pour une oligarchie, fait subir aux peuples une crise qui s'amplifie.

Refusons de subir leurs mensonges ! Oui, il est possible de changer de logique économique et financière, à condition qu'un mouvement populaire exige les mesures nécessaires pour rompre avec la propriété privée capitaliste du système bancaire et financier.

« Taxer la spéculation » peut paraître une bonne idée. Mais qui peut penser que ce type de mesures suffirait et mettrait un terme à l'enrichissement d'une classe de rentiers aux dépens des travailleurs ? Tout juste cette mesure permettrait-elle de limiter les dégâts, mais elle ne résoudrait pas le problème de fond.

Qui sont les véritables producteurs de richesses ? Sans salarié-e-s, pas de production. Il est temps de remettre les affaires de ce monde à l'endroit ! **Ceux qui produisent les richesses doivent pouvoir décider de leur utilisation.**

Les défis sont de plus en plus évidents.

La FASE propose des mobilisations pour :

- **imposer un moratoire sur les dettes publiques** débouchant sur la répudiation de celles qui sont illégitimes ;
- **prendre l'argent à ceux qui en ont trop** notamment à travers une réforme de la fiscalité, pour utiliser autrement les richesses ;
- **exproprier et socialiser les banques et les grands moyens de production** pour changer l'économie et nos vies quotidiennes ;
- **refuser le Traité antidémocratique Sarkozy-Merkel et exiger une refonte des institutions européennes**, en lien avec le Parti de la gauche européenne (<http://fr.european-left.org>).

Il est où le problème ?

Le gouvernement clame cette absurdité à tue-tête : « vous vivez au dessus de vos moyens ». De qui parle-t-il ? De la moitié de la population qui perçoit moins de 1600 € par mois ? Des 8 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté en France ? La plupart ne partent pas en vacances ; de plus en plus évitent pour des raisons financières d'aller voir un médecin et n'ont plus accès aux médicaments ; des millions sont confrontés au mal logement...

Il faut connaître la nature du problème, les véritables motifs de l'endettement et l'identité des créanciers.

Ce document propose des éléments d'analyse et quelques pistes de rupture. Notre site contient de nombreuses contributions complémentaires, d'économistes, de syndicalistes, d'universitaires, d'altermondialistes... français et européens.

La FASE
20 rue Chaudron
75010 - Paris
www.lafederation.org
contact@lafederation.org

LA
FÉDÉRATION
pour une alternative
sociale et écologique

participe au
**FRONT
DE GAUCHE**
www.placeaupeuple2012.fr

Une loi protège les détenteurs de titres de dette publique en leur garantissant l'anonymat. Qu'ont-ils à cacher ? N'est-ce pas notre argent, à travers nos impôts, qu'ils réclament en guise de « remboursement » ? Et nous ne devrions même pas savoir à qui l'on paye ? Cette loi doit être abrogée immédiatement !

É exigeons un moratoire sur les dettes publiques

Il faut suspendre tout remboursement et :

Premièrement, que soit rendue publique la liste des organismes prêteurs de la dette, en France comme en Grèce et dans les autres pays.

Deuxièmement, que soient précisés le montant de chacun de ces crédits, les dates des prêts et le total des intérêts déjà versés. Voilà qui permettrait d'y voir plus clair, en particulier pour les banques et les grandes sociétés d'assurance.

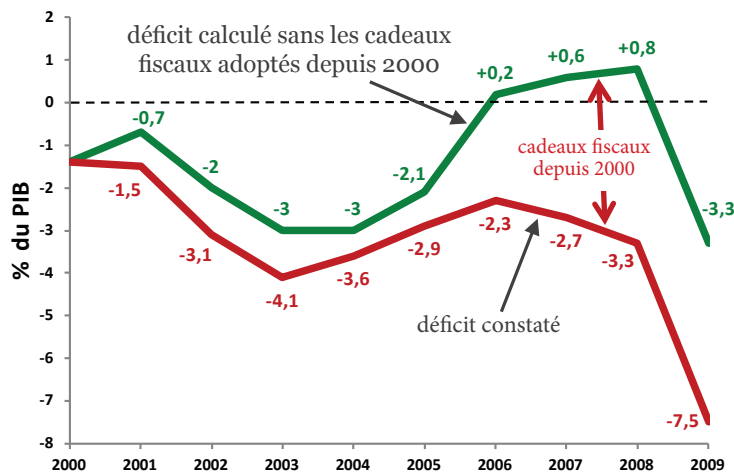
Troisièmement, que soient fournies les listes de leurs profits, des bonus qu'elles ont versés et des sommes distribuées à leurs actionnaires.

Quatrièmement, que soit rappelé ce qui leur a déjà été prêté ou versé pour la « recapitalisation » et ce qu'elles ont remboursé (et avec quel taux d'intérêt).

On appelle cela un moratoire et un audit sur les dettes !

120 milliards de cadeaux fiscaux depuis 2000 !

Ce graphique, tiré du rapport du député UMP Carrez (p 15-16) montre l'écart entre le déficit budgétaire constaté (*courbe rouge*) et le déficit budgétaire si la fiscalité était restée la même depuis 2000 (*courbe verte*) :



D'après H. Wilno « La dette publique : six questions, six réponses » (données issues du Rapport Carrez, Assemblée nationale, 2010)

Sans les cadeaux fiscaux accordés depuis l'an 2000, le budget de l'Etat aurait connu un léger excédent en 2006, 2007 et 2008, et le déficit budgétaire n'aurait été que de 3,3 % du PIB au lieu de 7,5 % en 2009.

Ce rapport réalisé sous l'autorité du député Carrez, l'un des plus hauts dirigeants de la droite sous Sarkozy, l'affirme : depuis l'année 2000, l'État a perdu entre 100 et 120 milliards d'euros de recettes fiscales, dont les 2/3 sont dues aux baisses d'impôts accordées aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises ! La preuve :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i2689.pdf>

L'argent de la dette

Ces informations sur la dette, que feraient-elles apparaître ? Elles montreraient que « l'argent de la dette » a permis des profits spéculatifs énormes, le plus souvent exonérés d'impôts.

Elles apporteraient la preuve que les représentants des principaux intérêts capitalistes ont récupéré trois, cinq ou dix fois leur « mise » initiale. Ne serait-ce pas légitime qu'ils remboursent ce « trop perçu » ?

Il serait sans doute nécessaire de traduire en justice les autorités publiques et les patrons d'entreprises responsables directs ou complices actifs des débâcles boursières et bancaires.

Des recettes fiscales asséchées, un serpent qui se mord la queue

Pour financer ses dépenses, l'État doit emprunter ce qu'il ne peut financer par ses seules recettes. C'est le « déficit budgétaire ». Pour 2012, le gouvernement prévoit un déficit de 79 milliards qu'il devra emprunter. D'où l'idée véhiculée que la population « vit au dessus de ses moyens ». Même le rapport de Gilles Carrez le dit : c'est un mensonge !

Les dépenses publiques ont stagné depuis la fin des années 90 alors que les recettes, elles, s'estomaient sous l'effet des baisses d'impôts accordées aux riches sur les revenus du capital (revenus de patrimoine et de placement) : suppression des tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu, allègement de l'ISF et des droits de donation, suppression de la taxe professionnelle, nombreuses niches fiscales sur l'impôt sur les sociétés qui bénéficient aux multinationales...

Par exemple, selon la Cour des Comptes, la « niche Copé » a coûté plus de 10 milliards d'euros en 3 ans !

Quelques chiffres pour mieux comprendre de quoi il est question

L'économie française produit environ 2 000 Mds € de richesses par an, mesurées selon le PIB (produit intérieur brut).*

La dette publique de la France (État, Administrations publiques locales et Administrations de sécurité sociale) s'élève aujourd'hui à 1 700 milliards d'euros. D'où un taux d'endettement de 86 % du PIB.

Endetté, l'État n'est pas pauvre pour autant. Il détient avec les collectivités locales un patrimoine physique (bâtiments, routes, terrains, bureaux, châteaux...) estimé en 2010 à plus de 1 600 Mds €, ainsi que des actifs financiers (participations dans des entreprises) pour un montant de près de 900 Mds €. Mais les privatisations sont en train de le dilapider ce patrimoine en le faisant passer dans le domaine de la propriété privée.

* Un indice dont nous contestons la pertinence car il mesure des richesses qui sont pourtant de graves nuisances sociales et écologiques (production et vente d'armes, d'énergies polluantes...)

Un holdup vieux de près de 40 ans

Une loi du 3 janvier 1973, demandée par Valéry Giscard d'Estaing, a réformé le statut de la Banque de France. Elle affaiblit les droits du Trésor Public.

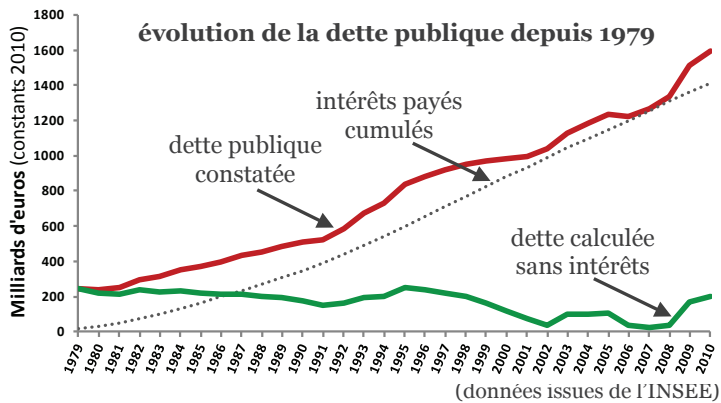
L'article 25 interdit au Trésor Public d'emprunter directement à la Banque de France à un taux d'intérêt faible ou nul, comme il en avait jusqu'alors le droit. Les gouvernements ont trouvé d'autres sources de financement, principalement en empruntant à des taux d'intérêts plus élevés aux banques privées ou encore par des emprunts nationaux. Cette règle a été reprise par l'art. 104 du traité de Maastricht et par l'art. 123 du traité de Lisbonne.

Le montant actuel de la dette correspond quasiment aux intérêts d'emprunt versés aux banques depuis la loi Giscard. La dette à fin 1979 était de 243 milliards d'euros, déjà injustifiables ; la dette à fin 2010 s'établit à 1591 milliards d'euros ! Ainsi, entre 1980 et 2010, la dette a augmenté de 1348 milliards d'euros. Et nous avons payé 1408 milliards d'euros d'intérêts.

Le 22 juillet 1981, 45 députés ont déposé une proposition de loi pour permettre à nouveau à l'État, dans le cadre de ses investissements économiques, d'emprunter sans avoir d'intérêts à payer. Elle n'a jamais été votée. Le gouvernement ne l'a pas soumise au débat et a gardé la loi d'origine giscardienne.

La dette et les intérêts de la dette

Si nous avons pu créer notre monnaie - faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées - la dette publique serait aujourd'hui quasiment inexistante, elle serait inférieure à celle de 1979.



Une conclusion à ne pas oublier : il faut rompre avec cette « règle » de 1973. Tout candidat, toute organisation qui se prétend de gauche doit s'engager à la supprimer.

Une amitié qui n'a pas de prix

Le milliardaire français et patron de l'agence de notation Fitch, Marc Ladreit de Lacharrière, nous prend pour des imbéciles avec ses « AAA » et ses menaces si on ne fait pas ce qu'il veut pour « rassurer les marchés ».

Qui se souvient du rôle des agences de notation dans la crise financière de 2008 ? La veille de son effondrement Lehman Brothers avait la meilleure note possible. Comme Enron en 2001. En guise de moralisation du système, Sarkozy en 2011, a fini par décorer le patron de Fitch de la Légion d'honneur. Qu'ils dégagent !

La dette : l'arnaque du siècle

DVD de 25' disponible sur demande. Diffusé par le mensuel Regards (www.regards.fr), dans les librairies et à travers les réseaux d'éducation populaire.

Un support pour les débats publics.



Des créanciers ? Des rentiers oui !

Ainsi, ceux qu'on appelle « investisseurs » ne sont que de vulgaires voleurs :

1. Ils ont été les principaux bénéficiaires des allègements fiscaux.
2. Ce que l'État ne leur prend plus sous forme d'impôts, il le leur emprunte et s'oblige à leur rembourser assorti de taux d'intérêts.

Dans les deux cas, puisqu'il faut trouver l'argent quelque part, on demande à la population de se serrer la ceinture. Qui peut trouver cela normal ?

Ceux qui détiennent la dette n'ont aucun intérêt à ce qu'elle disparaisse. Elle leur permet de s'enrichir sans risque sur le dos de tous. Pour eux, l'État doit continuer à s'appauvrir en leur accordant des ristournes. Ils sont gagnants sur tous les plans.

Changer les rapports de force

Sur les 25 dernières années, la part des salaires dans les richesses produites a regressé de 10%. Soit entre 150 et 200 milliards d'euros passés du travail au capital : 10 fois le déficit de la sécurité sociale ! La part des profits augmentant d'autant. Et cela est censé permettre aux entreprises d'embaucher. Alors que le chômage vient d'atteindre de nouveaux records en cette fin d'année, cherchez l'erreur...

Pour la FASE, le courage ne consiste pas à s'aligner sur les objectifs imposés par le système et repris par Sarkozy, Le Pen ou Bayrou de façon plus ou moins soft. Nous proposons d'inverser cette tendance en participant aux mobilisations sociales et politiques, en et hors périodes électorales. C'est le sens de notre participation au Front de gauche.

Nous connaissons nos adversaires. Ils s'appellent d'abord « rentiers » et « grands actionnaires ». Nous savons où les trouver, nous savons comment faire pour récupérer ce qu'ils nous ont pris. Et nous savons tou-te-s les mesures sur lesquelles la gauche doit s'engager immédiatement !

Développons les collectifs locaux de la campagne unitaire pour un audit citoyen de la dette publique, avec les organisations politiques, associatives, syndicales et les citoyens.

Le site et la pétition : www.audit-citoyen.org



Utiliser autrement les richesses

1. **En finir d'urgence avec la pauvreté qui gagne une part croissante des travailleurs** notamment les femmes. Porter le SMIC à 1 700 € net. Relever les minimas sociaux et les indexer sur le SMIC. Assurer le droit à la santé gratuite et la retraite à 60 ans à taux plein.
2. **Augmenter les salaires** dans la fonction publiques comme dans le privé pour rattraper les pertes subies ces dix dernières années, **fixer un revenu maximum** égal à 20 fois le revenu médian au-delà duquel tout serait recouvré par le fisc, **supprimer les exonérations de cotisations patronales**.
3. **Travailler tous, moins et mieux**. Réduire le temps de travail en établissant les 35h00 réelles. Limiter le recours aux heures supplémentaires. Instaurer un revenu socialisé, de la fin de l'âge de la scolarité obligatoire jusqu'à la mort.

C'est Sarkozy qui est irresponsable, pas nos propositions

La France est le pays au monde où le taux de productivité du travail est le plus élevé. Ces mesures ne seraient pas un « coût », comme ils disent, mais un gain pour tous. Nous continuerions à produire aussi bien si ce n'est mieux.

Sarkozy veut continuer avec un objectif : 5 millions de chômeurs. Il obligera bientôt les retraités à travailler pour une misère comme en Allemagne. Plus de 8 millions de personnes sont déjà sous le seuil de pauvreté. **Refusons le sort de la Grèce.**

Exproprier les banques...

Elles fonctionnent avec notre épargne et ont été renflouées par notre argent. Les marchés financiers n'ont d'autre objectif que l'enrichissement de quelques-uns. Nous devons leur ôter le pouvoir exorbitant qu'ils ont sur nos vies, et garantir l'épargne.

Nous proposons des socialisations qui ne se limitent pas à une simple étatisation. **Il s'agit de changer la logique du système en fournissant aux salariés, aux usagers et aux élus les pouvoirs de décider de l'utilisation de leur argent.**

... et abolir les paradis fiscaux !

Malgré leurs déclarations, Sarkozy et le G20 les protègent alors que deux pays comme la France et l'Allemagne pourraient aisément décider d'éradiquer les paradis fiscaux qui ont cours au sein même de l'Europe en interdisant toute transaction en leur provenance ou à leur destination. **C'est ce qui s'appelle « casser les reins des spéculateurs ».**

Pas de justice sociale sans justice fiscale

Certains amassent tous les mois plusieurs centaines de fois ce que d'autres gagnent en un an. Les PME paient 2,3 fois plus d'impôt sur les sociétés que les grands groupes du CAC 40.

Une profonde réforme de la fiscalité doit établir une forte progressivité de l'impôt sur le revenu et taxer les revenus du capital au même niveau que ceux du travail.

Les produits indispensables pour bien vivre doivent immédiatement être exonérés de TVA, impôt injuste qu'il faut supprimer.

Il faut redonner au fisc les moyens que lui a enlevés la droite depuis 2002 pour lutter contre la fraude fiscale, qui est estimée à 50 milliards d'euros.

Une révolution démocratique est nécessaire

Les gouvernants se plient aux ordres des puissances financières. C'est devenu une évidence. Si nous ne voulons plus subir, nous devons mettre fin à la propriété privée qui donne le pouvoir à une oligarchie.

C'est la propriété capitaliste des multinationales qui ne doit plus durer. La concentration des richesses, une injustice, est source de pauvreté, de précarisation et de destructions de l'environnement. Leurs gâchis dans les médicaments ! Leurs dégâts dans l'agro-alimentaire ! Et leurs crimes dans le commerce des armes, qui ne développent que la peur, les craintes et les trafics !

Il faut socialiser les grands moyens de production et d'échange pour permettre une maîtrise collective de la propriété, des choix réellement démocratiques, une organisation de la production répondant aux urgences sociales et écologiques.

Voir le texte « *Osons la révolution démocratique* » sur www.lafederation.org

Le programme du Front de GAUCHE

et de son candidat commun
Jean-Luc Mélenchon

*l'humain
d'abord*

*La FASE s'inscrit dans la
dynamique du programme
du Front de gauche.
Elle développe ses propres
analyses et soumet ses pro-
positions au débat public.*

Le scandale DEXIA

Des investissements pourris, des dettes insolubles et pour l'essentiel illégitimes seraient « consolidées » et « garanties » auprès des actionnaires.

Le gouvernement met cela sur les comptes de la Caisse des dépôts (au détriment du logement social) et de la Banque postale. Les syndicats refusent, et ils ont raison.

Des collectivités et des services publics peuvent attaquer leurs « dettes » en justice. Déjà des procès ont été gagnés. Voir sur le site www.lafederation.org



GAUCHE européenne

*Peuples d'Europe,
unissons-nous !*

*Déclaration de la Présidence du
Parti de la gauche européenne
(PGE) du 22/11/2011,
à retrouver en intégralité sur
www.urlmini.net/r/pge22112011*